

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mardi (maint) 24 novembre 2015

Direction de l'instruction publique

52 2015.RRGR.177 Motion 056-2015 Graber (Horrenbach, UDC) Protection du patrimoine: faciliter la transformation des ruraux

N° de l'intervention: 056-2015
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 11.02.2015
Déposée par: Graber (Horrenbach, UDC) (porte-parole)
Cosignataires: 0
N° d'ACE: 1051/2015 du 2 septembre 2015
Direction: INS

Protection du patrimoine: faciliter la transformation des ruraux

Le Conseil-exécutif est chargé des mandats suivants :

1. Faire en sorte qu'une plus grande importance soit attribuée aux principes actuels de la physique du bâtiment dans les projets de transformation de ruraux, notamment en ce qui concerne l'étanchéité. De plus grandes parties, murs et fondations, devront dès lors être déconstruites pour que le nouveau bâtiment soit aux normes. Les règles appliquées par l'Assurance immobilière doivent être pondérées plus fortement que le rapport des experts de la protection du patrimoine.
2. Faire en sorte que la distribution des locaux dans le rural transformé d'un bâtiment agricole classé ne relève pas de la protection du patrimoine. Autrement dit, il faut que les pièces puissent être distribuées indépendamment de l'emplacement de l'étable, du chartil et des mangeoires dans le rural d'origine.

Développement :

Les paysans sont confrontés aux charges toujours plus strictes de la loi sur la protection des animaux. Ces dernières années, il a fallu transformer ou construire un grand nombre d'étables à cause de l'exiguïté de l'espace destiné au bétail. De même, les fenêtres doivent aujourd'hui être nettement plus grandes que dans les anciennes étables. Afin de compenser les pertes de revenu résultant de la nouvelle politique agricole, nombre de paysans transforment leurs étables pour passer de la stabulation entravée à la stabulation libre. Mais souvent, le Service des monuments historiques empêche ou fait trainer la réalisation de tels projets que pourtant la protection des animaux et la politique agricole rendent nécessaires.

A la session de janvier dernier, le Grand Conseil a adopté cette demande sous forme de déclaration de planification lors de la délibération de la stratégie de protection du patrimoine. Or, les déclarations de planification n'ont pas de caractère contraignant pour le Conseil-exécutif. C'est la raison pour laquelle il est important que cette demande soit présentée également dans une motion.

Réponse du Conseil-exécutif

1. Projets de transformation de ruraux : la Direction de l'instruction publique est consciente que l'actuelle législation sur la protection des animaux pose des exigences qu'il est difficile de satisfaire dans les fermes traditionnelles et notamment dans les étables attenantes. Par ailleurs, les développements dans le domaine de l'agriculture entraînent de nouvelles conditions et exigences qui peuvent avoir des répercussions sur les bâtiments agricoles traditionnels.

Dans son travail quotidien, le Service des monuments historiques essaie d'inclure toutes les exigences dans ses réflexions. Les rapports techniques qu'il rédige dans le cadre des

procédures d'octroi de permis de construire sont l'une des nombreuses bases de décision pour l'autorité habilitée à délivrer les permis. On sait par expérience que les prescriptions en matière de protection des animaux et les exigences qui en découlent pour les exploitations paysannes l'emportent en règle générale sur la conservation de la substance historique des bâtiments. La pesée des intérêts n'est pas du ressort du Service des monuments historiques, mais de l'autorité d'octroi du permis de construire. En cas de transformation de ruraux, le Service des monuments historiques incite souvent les personnes concernées à collaborer avec des spécialistes pour faire évaluer la conformité aux exigences liées aux principes de la physique des bâtiments et de l'étanchéité. Cette évaluation sert de base aux travaux ultérieurs. Lors de la transformation de ruraux, il est dans l'intérêt de tous que les problèmes en matière de physique des bâtiments, comme la présence de salpêtre dans les murs, résultat conjugué du calcaire et des déjections nitratées des animaux, soient résolus. C'est la seule façon d'assurer que les bâtiments soient exempts de tout dommage. Si, par exemple, l'évaluation des spécialistes s'oppose à la conservation des anciens murs, le Service des monuments historiques ne contestera pas la démolition et la reconstruction de fondations et de murs d'étables. C'est notamment le cas de la ferme jugée digne de protection située à la Dorfstrasse 15 à Ersigen, pour laquelle la conservation du rural s'est révélée disproportionnée. Le Service des monuments historiques et l'Assurance immobilière collaborent étroitement depuis des années. Ainsi, les deux services ont élaboré ensemble la documentation « Protection de monuments contre les incendies », qui montre que la protection contre les incendies et la protection du patrimoine ne sont pas forcément incompatibles. Elle fournit en outre des informations détaillées et des instructions et présente des cas concrets de mesures de protection contre les incendies appliquées dans des monuments historiques. Par ailleurs, le Service des monuments historiques ne peut pas s'affranchir des normes de l'Assurance immobilière. Dans le cadre de la procédure d'octroi du permis de construire, seules les solutions approuvées par cette dernière peuvent en effet être mise en œuvre.

2. Distribution des locaux : la décision de savoir si et dans quelle mesure un rural construit en dehors des zones à bâtir peut être agrandi revient à l'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire (OACOT), qui est chargé de faire respecter la loi fédérale sur l'aménagement du territoire. De concert avec le Service des monuments historiques, l'OACOT a élaboré des principes d'agencement qui sont appliqués pour toutes les fermes. Pour évaluer la distribution des locaux dans les ruraux dignes de conservation, le Service des monuments historiques se fonde sur l'idée que les structures internes et l'aspect extérieur des fermes doivent être préservés tout en prenant en compte le principe de proportionnalité. Par exemple, l'intérieur de la grange du Multengut, jugée digne de protection et située à la Thunstrasse 50 à Muri près de Berne, a été entièrement transformé en un espace habitable alors que l'enveloppe extérieure du bâtiment a été restaurée dans les règles de l'art.

Le Conseil-exécutif estime que les problèmes du Service des monuments historiques qui sont mentionnés dans la présente motion sont connus et que le service s'emploie déjà au quotidien à rechercher des solutions adéquates avec les autres parties prenantes. Le Grand Conseil a déjà adopté les points soulevés dans la motion en votant une déclaration de planification de même teneur au sujet de la Stratégie de protection du patrimoine. Le Directeur de l'instruction publique a chargé l'Office de la culture d'analyser et de mettre systématiquement en œuvre les déclarations de planification dont a été assortie la Stratégie de protection du patrimoine, qui a été adoptée par le Grand Conseil, et a mis en place un système de controlling de leur exécution. Ce système permet de garantir que le contenu des déclarations de planification est bien traduit en faits par l'administration.

Le Conseil-exécutif est d'avis que les demandes formulées dans la présente motion sont déjà prises en compte dans le travail quotidien du Service des monuments historiques ainsi que dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie de protection du patrimoine, et qu'elles sont régulièrement intégrées aux processus et améliorées. Pour ces motifs, il propose d'adopter et de classer la motion.

Proposition du Conseil-exécutif :
Adoption et classement

Le président. Wir kommen zu Traktandum 52. Der Regierungsrat ist bereit, diese Motion anzunehmen, er will sie aber gleichzeitig abschreiben. Damit ist aber der Motionär nicht einverstanden. Deshalb hat er jetzt das Wort.

Samuel Graber, Horrenbach (UDC). Ich bin Bauer und gleichzeitig Präsident des Tierschutzes Thun. Deshalb liegt mir eine zeitgemässe und artgerechte Tierhaltung am Herzen. Wir Bauern sind hier stark gefordert, gerade beim Bau von Ställen. Zu einer zeitgemässen Tierhaltung gehört nebst genügend Licht auch eine tierfreundliche Einteilung der Ställe. Wir haben im Januar die Kulturpflegestrategie verabschiedet. Ein wichtiger Bestandteil sind die Erleichterungen, die wir im Bereich der Denkmalpflege beschlossen haben. Dazu haben wir unter anderem eine Planungserklärung verabschiedet, die verlangt, dass man beim Umbau von Ställen den Vorgaben des Tierschutzes Vorrang gewährt vor dem Denkmalschutz. Zum Beispiel hat man beschlossen, dass man Wände und Räume im Stall oder in der Tenne sowie Futterkrippen unabhängig von den Vorgaben der Denkmalpflege umbauen darf. Meine Motion fordert nichts anderes als das, was wir damals als Planungserklärung beschlossen haben. Die Motion hat praktisch den gleichen Wortlaut wie die Planungserklärung. Es wäre somit seltsam, wenn Sie heute gegen die Motion stimmen würden. Auch die Regierung will die Motion annehmen, doch sie will sie direkt abschreiben. Die Regierung verweist darauf, dass die Denkmalpflege bei der täglichen Arbeit mit den Anspruchsgruppen Lösungen suche. Deshalb sei die Planungserklärung erfüllt. Für mich stimmt dies nicht, denn die Planungserklärung, die von Ihnen angenommen wurde, verlangt nicht, dass die Bauern mit der Denkmalpflege Lösungen suchen müssen. Ich zitiere den Wortlaut der Planungserklärung: «Innenbereich: Die Gestaltung der Raumaufteilung im ausgebauten Ökonomieteil von erhaltenswerten Bauten unterliegt nicht der Denkmalpflege.» Ich bestreite somit die Abschreibung. Die Planungserklärung muss bei der Revision des Baugesetzes umgesetzt werden, genauso wie die anderen Planungserklärungen aus der Kulturpflegestrategie, welche die Denkmalpflege und das Bauen betreffen.

Le président. Wir kommen zu den Fraktionssprechenden.

Madeleine Amstutz, Schwanden-Sigriswil (UDC). Es gibt viele Vorgaben von Stellen, die etwas zum Baubereich zu sagen haben. Die Forderungen der Gebäudeversicherung sollen dabei stärker gewichtet werden als der Fachbericht der Denkmalpflege. Gerade bei der inneren Raumaufteilung stören Änderungen das Landschaftsbild nicht. Die Regierung schreibt in ihrer Antwort, dass sich die stetigen Änderungen in der Landwirtschaft und die neuen Voraussetzungen und Anforderungen auf die landwirtschaftlichen Gebäude auswirken. Die Regierung will die Motion annehmen und gleichzeitig abschreiben. Wir haben gehört, dass der Motionär die Abschreibung bestreitet. Es reicht nicht, ein Problem zu sehen, man muss auch etwas tun. Für die Einhaltung der neuen Gesetze zur Tierhaltung und der neuen Vorgaben, die es in der Landwirtschaft immer wieder gibt, ist eine Änderung der Raumaufteilung im Inneren der Bauernhäuser notwendig. Auch durch die grösseren und moderneren Maschinen braucht es Anpassungen. Der Bauherr, der den Umbau bezahlt, und der seine unternehmerische Tätigkeit auf dem Landwirtschaftsbetrieb ausüben will, hat dabei manchmal fast keine Handlungsfreiheit mehr. Die SVP-Fraktion wird diese Motion einstimmig annehmen und die Abschreibung ablehnen. Ich bitte Sie, dies ebenfalls zu tun.

Le président. Ich bin darauf hingewiesen worden, dass man die Voten explizit auf die Frage der Abschreibung ausrichten solle. Ich bitte Sie, dies zu tun.

Vreni Kipfer, Stettlen (PBD). Die BDP kann den zweitletzten Abschnitt in der Antwort des Regierungsrates unterstützen. Wir haben die Planungserklärung, die gleich lautet wie der vorliegende Motionstext, im Januar mit der Kulturpflegestrategie überwiesen. Wir nehmen an, dass sie in die Kulturpflegestrategie einfliesst und umgesetzt wird. Dennoch bestreiten wir von der BDP-Fraktion die Abschreibung, denn die Baugesetzrevision ist noch nicht abgeschlossen. Wie weit diese Forderung aus der Kulturpflegestrategie dort einfließen muss und kann, werden wir erst bei

der Beratung des Baugesetzes sehen. Darum möchten wir warten und noch nicht abschreiben. Wir nehmen die Motion somit an und bestreiten die Abschreibung.

Christine Grogg-Meyer, Bützberg (PEV). Der Regierungsrat sagt, dass er ein Vollzugscontrolling eingesetzt hat, und dass auch das Amt für Kultur diese Planungserklärung analysiert hat und sich darum kümmert, dass sie umgesetzt wird. Wir vertrauen dem Regierungsrat, dass er wirklich so handelt, wie er es angekündigt hat. Wir glauben, dass die erwähnte Planungserklärung, die wir verabschiedet haben, so umgesetzt wird. Deshalb wollen wir diese Motion abschreiben.

Elisabeth Zäch, Berthoud (PS). Unsere Partei hat Mühe mit diesem Vorstoss. Nicht mit dem Inhalt, aber damit, dass er überhaupt vorgebracht wurde. Im Januar haben wir lange und intensiv über die Kulturpflegestrategie diskutiert. Dabei haben wir ehrlich gesagt auch die Denkmalpflege nicht geschont. Vor allem haben wir klargestellt, dass wir uns mehr Flexibilität wünschen. Zum Schluss haben wir quasi handstreichmässig eine einschneidende Reduktion der Anzahl geschützter Gebäude verlangt. Dicke Post also an die Adresse der Denkmalpflege. Diese musste sich in den letzten Monaten kritisch damit auseinandersetzen, wie es zu dieser harschen Kritik an ihrer Arbeit gekommen ist. Dass sie dies tut und dass sie ihre eigene Arbeit hinterfragt, weiss ich als Mitglied der kantonalen Denkmalpflegekommission. Aber jetzt, liebe Kolleginnen und Kollegen, ist es genug. Jetzt muss das ständige Denkmalpflege-Bashing aufhören. Jetzt ist Vertrauen angesagt, dass sie unsere Anliegen auch entsprechend umsetzt. Stattdessen schiebt man eine Motion nach mit demselben Wortlaut, obwohl man doch schon die entsprechenden Planungserklärungen verabschiedet hat. Man will sich sicher sein, dass die da in dem Amt auch wirklich tun, was sie sollen. Dieses Misstrauen finde ich irgendwie schäbig, und es hat mit Kultur nichts zu tun. Klar kann man die beiden Punkte nochmals annehmen, aber man muss sie nachher zwingend abschreiben. Was der Motionär will, wird bereits gelebt. Es wird umgesetzt, und dank unserer Diskussion im Januar wird unser Anliegen noch stärker verfolgt. Haben wir also Vertrauen in die Fachpersonen, und decken wir sie nicht mit zusätzlichen, unnützen Motionen ein, nur um zu demonstrieren, dass wir es der Denkmalpflege wieder einmal gezeigt haben. Ich finde dies destruktiv. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion nimmt die Motion an, schreibt sie aber ab.

Martin Egger, Frutigen (pvl). Es wurde nun schon viel über dieses Thema gesprochen. Ich denke, ich kann mich kurz fassen. Die glp ist auch der Meinung, dass der Umbau von Ökonomieteilen mit weniger Aufwand verbunden sein sollte. Die Gebäudeversicherung sollte ein stärkeres Gewicht haben als die Denkmalpflege. Bei Umbauten ist es wichtig, dass bauphysikalische Probleme sofort gelöst werden können. Auch im Bereich des Tierschutzes gibt es viele Vorschriften. Deshalb ist es gut, wenn man die richtigen Prioritäten setzt. Die glp unterstützt die Motion voll und ganz und ist auch bereit, den Motionär zu unterstützen und sie nicht abzuschreiben.

Hans Rudolf Vogt, Oberdiessbach (PLR). Die FDP-Fraktion wird diesem Geschäft zustimmen und die Abschreibung ablehnen. Der Motionär hat es gesagt: Die Raumaufteilung in Ökonomieteilen erhaltenswerter Gebäude soll nicht von der Denkmalpflege beurteilt werden. Die Vorgaben der GVB müssen hier entscheidend sein. Es ist eben nicht so, dass die Anliegen der Motion bereits berücksichtigt sind. Deshalb nehmen wir die Motion an, schreiben sie aber nicht ab.

Stefan Oester, Belp (UDF). Ich nehme es vorweg: Die EDU wird diese Motion unterstützen und ist gegen die Abschreibung. Als ich den Titel der Motion las und sah, zu welcher Direktion sie gehörte, musste ich näher hinschauen. Dass der Stallbau mit der Erziehungsdirektion zu tun hat, war für mich zuerst etwas befremdend und ist erst danach klar geworden. Man verlangt, dass die Vorschriften des Tierschutzes eingehalten werden. Gleichzeitig wirft einem eine andere Direktion einen Knüppel zwischen die Beine. Das kann doch nicht sein! Dass drei Direktionen für den Stallbau zuständig sein sollen, scheint uns etwas kompliziert. Deshalb werden wir die Motion unterstützen und die Abschreibung ablehnen.

Bettina Keller, Hinterkappelen (Les Verts). Ich wollte mich nur kurz äussern und sagen, dass die grüne Fraktion der Abschreibung selbstverständlich zustimmt. Aber ich habe gestaunt, als ich hörte, was in den letzten zehn Minuten an Halbwahrheiten vorgebracht wurde. Es wurden alte Vorurteile zur Rolle der Denkmalpflege und zu ihren Befugnissen aufgewärmt, die wir hier drin schon so oft widerlegt haben. Sie können die Antwort der Regierung lesen und trotzdem ans Rednerpult treten

und Dinge behaupten, die einfach nicht stimmen. Die Denkmalpflege berät, aber sie kann nichts verhindern. Es ist immer die Baubewilligungsbehörde, die über der Meinung der Denkmalpflege steht. Deshalb sind wir für die Abschreibung.

Bernhard Pulver, directeur de l'instruction publique. Der Regierungsrat unterstützt das Anliegen des Motionärs und beantragt die Annahme, aber auch die Abschreibung. Da nur in Bezug auf die Abschreibung eine Differenz besteht, werde ich mich ausschliesslich zu diesem Punkt äussern. Der Punkt 1 richtet sich eigentlich an die Baubewilligungsbehörden. Sie wissen, dass der Fachbericht der Denkmalpflege zu den Fachberichten gehört, welche die Baubewilligungsbehörde einholen muss. Ich habe mir eine Liste zusammenstellen lassen und festgestellt, dass die Denkmalpflege nur eine Stelle unter vielen ist, die solche Berichte verfasst. Am Schluss muss die Baubewilligungsbehörde die Fachberichte gewichten. In der Regel ist die Gemeinde die Baubewilligungsbehörde. Je nach dem ist es auch der Regierungsrat. Wenn sich das Bauvorhaben ausserhalb der Bauzone befindet, ist das Amt für Gemeinden und Raumordnung (AGR) zuständig. Uns ist kein Fall bekannt, bei dem zum Beispiel der Fachbericht der Gebäudeversicherung von jenem der Denkmalpflege überstimmt worden wäre. Wir haben noch nie gehört, dass die Gebäudeversicherung gesagt hat, man müsse etwas aus Sicherheitsgründen in einer bestimmten Weise tun, und die Baubewilligungsbehörde hätte wegen des Denkmalschutzes anders entschieden. So etwas ist uns zumindest nicht bekannt, doch wir kennen nicht alle Fälle. Grundsätzlich richtet sich diese Motion an die Gemeinden und an das AGR. Wir sind der Meinung, dass die Abwägung der unterschiedlichen Bedürfnisse bereits im Interesse der Sache erfolgt. Deshalb sind wir der Auffassung, dass man diese Motion abschreiben kann. Doch wenn Sie anderer Meinung sind, dann informieren wir die Baubewilligungsbehörden darüber, dass sie dieser Frage auf Wunsch des Grossen Rates mehr Beachtung schenken sollen.

Beim Punkt 2 der Motion geht es eigentlich um dasselbe. Der innere Bestand von Gebäuden kann verändert werden. Auch hier muss die Baubewilligungsbehörde die Verhältnismässigkeit berücksichtigen. Wenn man ein Ökonomiegebäude umbauen will, kann man sicher keine ammoniakgetränkte Wand stehen lassen. Ich behaupte, dass es keinen Fall gibt, bei dem die Denkmalpflege gesagt hätte, der Hausbesitzer müsse seine Stereoanlage an eine ammoniakgetränkte Wand stellen, weil man diese Wand stehen lassen müsse. Ich denke, dass man hier jeweils nach sinnvollen Lösungen sucht. Aber wie gesagt: Die Baubewilligungsbehörde müsste in einem Konfliktfall im Rahmen der Verhältnismässigkeit entscheiden. Von uns aus gesehen ist das Anliegen grundsätzlich erfüllt. Ob man jetzt abschreibt oder nicht, ist nicht für uns nicht so entscheidend. Es geht ohnehin weiter in diese Richtung.

Noch eine Schlussbemerkung: Wir sind dabei, die Planungserklärungen, die Sie im Rahmen der Kulturpflegestrategie eingereicht haben, umzusetzen. Wir wollen die Anzahl erhaltenswerter Gebäude im Inventar massiv reduzieren. Sie haben uns einen entsprechenden Auftrag erteilt und in der Planungserklärung eine Frist von fünf Jahren festgelegt. Wir haben das Projekt nun aufgelegt. Wir werden auch in den Medien sowie in der BiK darüber informieren, wie wir vorgehen wollen. In den nächsten fünf Jahren werden wir alle erhaltenswerten Gebäude und Baugruppen überprüfen mit dem Ziel, deren Anzahl deutlich zu reduzieren. Ich bin davon überzeugt, dass auch dieses Projekt sehr viel bringen wird. Zahlreiche Gebäude werden dann von der Denkmalpflege gar nicht mehr begutachtet, weil sie nicht mehr in die Kategorie der erhaltenswerten Gebäude gehören. Ich werde die BiK anfangs Jahr darüber informieren, wie wir dieses Projekt aufgleisen wollen. Dann werde ich auch Sie entsprechend informieren. Wir packen diese Themen an, doch dies braucht eine gewisse Zeit. Mit der Reduktion der Anzahl erhaltenswerter Gebäude wird sich das hier geschilderte Problem nochmals verringern. Klar geht es immer noch um schützenswerte Gebäude. Der Auftrag an die Baubewilligungsbehörden, hier die richtige Interessensabwägung vorzunehmen, ist uns wichtig, und wir nehmen ihn mit. Wir können dieses Anliegen den Baubewilligungsbehörden zum Beispiel mittels eines Zirkulars nochmals mitgeben, falls Sie die Motion nicht abschreiben möchten.

Le président. Der Motionär wünscht nochmals das Wort.

Samuel Graber, Horrenbach (UDC). Ich möchte für die gute Diskussion danken. Doch mit Vertrauen alleine können wir hier nicht leben, liebe Elisabeth Zäch. Da müssen wir schon Nägel mit Köpfen machen, sonst erleben wir das immer von neuem: Wir hoffen zwar, dass wir etwas umbauen können, doch am Schluss geht es dann doch nicht. Bis jetzt hat die Denkmalpflege immer wieder geglaubt, sie müsse sich unnötigerweise in gewisse Dinge einmischen. Aber ich hoffe, dass

sich dies nach den Ausführungen des Regierungsrates ändert. Deshalb freut es mich, dass ich hier eine breite Zustimmung gespürt habe. Ich sage jenen, die diesem Anliegen zustimmen, vielen Dank und wünsche ihnen einen schönen Tag. (*Heiterkeit*)

Le président. Wir kommen zur Abstimmung. Zuerst stimmen wir über die Annahme oder Ablehnung der Motion ab, und dann über die Abschreibung. Wer diese Motion annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 120

Non 8

Abstentions 8

Le président. Sie haben die Motion angenommen. Nun stimmen wir über die Abschreibung ab. Wer die Motion gemäss dem Antrag der Regierung abschreiben will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 51

Non 85

Abstentions 0

Le président. Sie haben die Abschreibung abgelehnt. Damit ist Traktandum 52 bereinigt.